



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} avril 2019
Français
Original : anglais

Communications reçues de particuliers et d'organisations non gouvernementales à propos de questions dont le Conseil de sécurité est saisi

<i>Expéditeur</i>	<i>Provenance</i>	<i>Date</i>
La situation au Moyen-Orient		
Kariane Westrheim Commission civique européenne pour la Turquie	Altea (Espagne)	2 février 2018
Fadi Dayoub ¹ Local Development and Small-Projects Support	Inconnue	5 mars 2018
Robert Y. C. Chiu ²	Sarawak (Malaisie)	13 avril 2018
Carmella Clarke	La Palma, Californie (États-Unis d'Amérique)	16 avril 2018
Michael Siekman	Niles, Michigan (États-Unis d'Amérique)	4 mai 2018
Adrian Lerner	Nahariya (Israël)	13 juin 2018
Robert Y. C. Chiu	Sarawak (Malaisie)	9 août 2018
Mustafa Hijri Parti démocratique du Kurdistan iranien	Koy Sanjaq (Iraq)	24 septembre 2018
Mishal F. Al-Sulami ³ Parlement arabe	Boulac (Égypte)	21 octobre 2018
Mehul Maheshwari	Plymouth, Minnesota (États-Unis d'Amérique)	17 décembre 2018
Nicholas Lee	Brisbane (Australie)	[Non datée]
La situation au Burundi		
Japhet Legentil Ndayishimiye Diaspora Burundaise	Varhaug (Norvège)	28 mai 2018
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux		
Jean-Pierre Dusingizemungu ⁴ Ibuka	Kigali	3 septembre 2018



<i>Expéditeur</i>	<i>Provenance</i>	<i>Date</i>
La situation en République démocratique du Congo		
Emmanuel M. Di-Tutu Dinda	Bamako	16 octobre 2018
William F. Chirichirhu	Monterey, Californie	17 décembre 2018
Debout congolais pour une alternance forte et décisive	(États-Unis d'Amérique)	
La situation en République centrafricaine		
Evan Cinq-Mars Center for Civilians in Conflict	New York, État de New York (États-Unis d'Amérique)	23 octobre 2018
Lina Ekomo ⁵ Réseau pour le leadership de la femme en Centrafrique	Bangui	8 novembre 2018
La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne		
Robert Y. C. Chiu ⁶	Sarawak (Malaisie)	23 avril 2018
Stephen A. Hodgson	Galveston, Texas (États-Unis d'Amérique)	16 mai 2018
Menaces contre la paix et la sécurité internationales		
Josef Heinskill	Wachtberg (Allemagne)	16 juillet 2018
La situation au Myanmar		
Aiden Suddard Liverpool Youth Council	Liverpool (Royaume-Uni)	[Non datée]
Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée		
Robert Y. C. Chiu ⁷	Sarawak (Malaisie)	15 janvier 2018
Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)		
Benjamin Ryder ⁸	Hinesburg, Vermont (États-Unis d'Amérique)	5 mars 2018

¹ La communication s'adresse au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. António Guterres, au Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Conseil de sécurité pour mars 2018, M. Karel van Oosterom, ainsi qu'aux membres du Conseil de sécurité. Copie en a été transmise à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al-Hussein, et au Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Peter Maurer. La communication a en outre été signée par le Conseil provincial de Rif-Damas (également au nom des conseils locaux qu'il représente) ainsi que par Alseeraj for Development and Healthcare, Baytuna Syria, Joint Medical Chamber Syria, Local Administration Councils Unit, Local Development and Small-Projects Support, Shami Alliance, la Défense civile syrienne (Casques blancs) et The Day After. Le Conseil de sécurité y est instamment prié d'agir sans tarder pour sauver la vie des civils de la Ghouta orientale (République arabe syrienne).

² Des communications du même ordre, datées du 9 août et du 17 septembre 2018, ont également été reçues de la même personne au sujet de la crise en République arabe syrienne.

³ La communication comportait une résolution adoptée par le Parlement arabe et rejetant le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en date du 28 août 2018.

(Voir note(s) page suivante)

(Suite des notes du tableau)

⁴ Dans la communication, il est demandé au juge Theodor Meron, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, de revoir sa décision du 12 juillet 2018 interdisant aux tiers d'envoyer des requêtes ou des suggestions concernant la question de la libération anticipée et de la commutation de peine de personnes déclarées coupables de génocide par le Tribunal pénal international pour le Rwanda ou le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

⁵ La communication a été signée par la présidente du Réseau pour le leadership de la femme en Centrafrique, Lina Ekomo, la Présidente du Réseau pour le leadership de la femme en Centrafrique, Marguerite Ramadan, le Coordonnateur du Réseau des organisations non-gouvernementales des droits de l'homme, Bruno Hyacinthe Gbiegba, et le représentant du Conseil national de la jeunesse centrafricaine, Francis Mongombé. Le groupe y demande aux contingents des Nations Unies et aux Forces de défense et de sécurité centrafricaines d'œuvrer en coopération à la protection de la population civile en République centrafricaine.

⁶ Des communications du même ordre, datées des 2 et 11 juin, des 12 et 21 juillet, du 8 août et du 17 décembre 2018, ont été reçues de la même personne.

⁷ Une communication du même ordre, datée du 25 mai 2018, a été reçue de la même personne.

⁸ Élève au lycée Champlain Valley Union, à Hinesburg, dans le Vermont (États-Unis d'Amérique).